

## **II. LE RÉGIME DE POLITIQUE COMMERCIALE: CADRE ET OBJECTIFS**

### **1) APERÇU GÉNÉRAL**

1. Dans le cadre de sa transition démocratique, l'Indonésie a pris plusieurs mesures constitutionnelles et gouvernementales importantes visant à réduire les pouvoirs du Président et à renforcer le rôle du Parlement. Cette transition est toutefois inachevée; il n'y a pas encore de consensus au sujet des modifications futures. Le processus de formulation de la politique commerciale n'a guère changé depuis le précédent examen, fait en 1998, si ce n'est qu'aujourd'hui il paraît être moins systématique, en particulier dans le cas des secteurs sensibles.

2. La décentralisation budgétaire a été rapide, et aujourd'hui les gouvernements des provinces et les collectivités locales jouissent de compétences importantes, ce qui a des répercussions majeures sur les affaires et l'investissement et pourrait aussi affecter le commerce extérieur. Aujourd'hui, les gouvernements des provinces ont plus de pouvoirs pour l'autorisation des projets d'investissement dans les secteurs autres que le pétrole et le gaz et il se pourrait que, dans la pratique, ils aient aussi plus de compétences fiscales; ils pourraient donc instituer de nouveaux impôts, taxes et prélèvements sur les entreprises et les investisseurs, même s'il est difficile encore d'en connaître le détail, qui n'est pas encore arrêté. Le régime de l'investissement relativement ouvert de l'Indonésie a été encore libéralisé et les processus d'approbation des investissements ont été simplifiés. Une nouvelle loi sur l'investissement doit être adoptée en 2003. Quoi qu'il en soit, les nouvelles règles et procédures régissant l'investissement, qui ne sont pas très claires, et le degré d'intervention des gouvernements provinciaux dans l'autorisation des projets d'investissement, y compris dans le secteur des industries extractives sur lesquelles certaines provinces souhaitent avoir un droit de regard direct, accroissent l'incertitude en réduisant la prévisibilité du régime de l'investissement et du régime fiscal.

3. En matière de politique industrielle et commerciale, les principaux objectifs de l'Indonésie sont de mettre en œuvre les réformes convenues avec le FMI et d'honorer ses engagements découlant de l'OMC. Dans certains cas, elle a pris des mesures de libéralisation unilatérales allant au-delà de ses obligations internationales. La libéralisation du commerce extérieur est jugée essentielle pour la lutte contre la pauvreté. Une des grandes priorités en la matière est d'accroître et de diversifier les exportations. L'Indonésie est très attachée au système commercial multilatéral et y participe activement. Elle n'a pas adhéré à l'Accord plurilatéral sur les marchés publics et n'a pas la qualité d'observateur dans le cadre de cet Accord. Elle n'a été impliquée que dans un petit nombre de différends réglés par l'OMC depuis le dernier examen.

4. Sur le plan régional, la politique de libéralisation commerciale de l'Indonésie est limitée à ce qui se fait dans le cadre de la Zone de libre-échange de l'ANASE (AFTA). Toutefois, par le biais de l'ANASE, elle cherche à développer des liens commerciaux régionaux plus larges, notamment avec le projet d'établir une Zone de libre-échange ANASE-Chine dans un délai de dix ans et de former une Zone de libre-échange asiatique réunissant les membres de l'ANASE, la Chine, le Japon et la Corée (ANASE + 3).

### **2) CADRE CONSTITUTIONNEL ET INSTITUTIONNEL GÉNÉRAL**

5. L'Indonésie a pris plusieurs mesures importantes dans le cadre de sa transition démocratique depuis le dernier examen de sa politique commerciale fait en 1998. Des élections démocratiques ont été organisées en juin 1999. En vertu des modifications apportées en 1999 à la Constitution de 1945, le Président ne peut être élu que pour deux mandats de cinq ans et certains pouvoirs législatifs du Président, qui impliquaient une large marge d'arbitraire, ont été transférés au Parlement, afin de renforcer la démocratie parlementaire. Depuis 2002/03, la Chambre des représentants du peuple peut

adopter des lois et l'approbation du Président n'est plus nécessaire. La transition démocratique est incomplète. D'autres modifications de la structure institutionnelle et du cadre politique devraient renforcer encore le pouvoir et les compétences du Parlement, mais elles ne sont pas encore arrêtées car il n'y a pas de consensus politique à leur sujet. Depuis 1999, quatre gouvernements et deux présidents se sont succédé.

6. Le pouvoir législatif est partagé entre la Chambre des représentants du peuple (DPR) et l'Assemblée consultative du peuple (MDR). Des modifications fondamentales apportées à la composition de ces deux assemblées avant l'élection générale de 1999 ont permis un élargissement de la représentation et ont réduit l'influence, autrefois considérable, de l'armée sur le gouvernement.<sup>1</sup> La composition de la DPR, comptant 500 membres qui font aussi partie de la MPR, a été modifiée: désormais il y a 462 membres élus (pour un mandat de cinq ans) et 38 membres désignés par le Président, qui représentent l'armée et la police (autrefois les chiffres étaient de 425 et 75 respectivement). Le nombre de membres de la MPR a été ramené de 1 000 à 700 et il n'y a plus de membres désignés par le Président. Les membres de la MPR qui ne font pas partie de la DPR sont 135 représentants des provinces (élus par des assemblées provinciales) et 65 représentants de groupes d'intérêts, choisis par la Commission électorale (KPU).<sup>2</sup> L'armée et la police devraient cesser d'être représentées à la DPR en 2004 et à la MPR en 2009 et les groupes d'intérêts ne devraient plus avoir de membres de la MPR à partir de 2004 également. La MPR se réunit en session annuelle et joue un rôle très actif; auparavant, elle ne se réunissait que tous les cinq ans, en général après les élections à la DPR.

7. La création d'une Commission nationale des lois, en septembre 1999, a renforcé l'indépendance du pouvoir judiciaire et a transféré les pouvoirs d'administration et de réglementation des tribunaux du Ministère de la justice (qui s'appelle aujourd'hui Ministère de la justice et des droits de l'homme) à la Cour suprême (Loi n° 35/1999 sur le pouvoir judiciaire). Un poste de médiateur a été créé en 2000.<sup>3</sup>

#### **i) Décentralisation**

8. L'Indonésie a rapidement décentralisé son système gouvernemental, qui auparavant était très centralisé, depuis janvier 2001 (encadré II.1). Elle a délégué aux gouvernements provinciaux et aux collectivités locales (districts) d'importantes compétences en matière de recettes et de dépenses publiques, et a institué des parlements régionaux élus (assemblées provinciales). Auparavant, les provinces étaient gérées par des ministres du gouvernement central et par un gouverneur désigné par le Président. Le nouveau dispositif est supervisé par le Conseil consultatif de l'autonomie régionale,

---

<sup>1</sup> La Chambre (DPR) est l'institution législative prépondérante et toutes les lois doivent être approuvées par elle (elle peut aussi adopter des projets de loi présentés à sa propre initiative, mais elle ne l'avait jamais fait avant 1999), mais c'est l'Assemblée qui représente le pouvoir suprême de l'État. L'Assemblée élit le Président et le Vice-Président tous les cinq ans, est habilitée à modifier la Constitution et définit les directives générales de la politique de l'État. On envisage pour les prochaines élections (octobre 2004) d'élire le Président au suffrage universel direct.

<sup>2</sup> Auparavant, il y avait 500 membres qui n'étaient pas des représentants de la DPR et il y avait des membres désignés par le Président pour représenter les partis politiques, les provinces et les groupes d'intérêts.

<sup>3</sup> Décret présidentiel n° 44/2000 du 10 mars 2000.

créé en juillet 2000.<sup>4</sup> L'amélioration de la gouvernance et de l'administration à l'échelon régional, qui sont aujourd'hui très insuffisantes, sera un des grands défis futurs.

9. L'Indonésie est subdivisée en 353 districts et 30 provinces, aujourd'hui responsables de services publics essentiels comme la santé, l'éducation, les communications, l'agriculture, l'industrie et le commerce. Les gouvernements provinciaux devraient recevoir une plus grande proportion des recettes de l'État central, notamment sous forme de redevances minérales et forestières dans le cas des provinces riches en ressources naturelles (Aceh, Irian Jaya et Kalimantan oriental), d'impôts sur les revenus des personnes physiques et d'autres taxes, ainsi que de subventions non affectées (fonds d'affection générale) et affectées (fonds d'affection spéciale). Ils jouissent de compétences supplémentaires qui leur permettent de lever des recettes, mais dans des proportions limitées.<sup>5</sup> Bon nombre des taxes, prélèvements et redevances perçus par les provinces visent les activités commerciales, ce qui accroît l'imprévisibilité pour les entreprises privées, en particulier dans le secteur des industries extractives, qui semble particulièrement exposé puisque l'investisseur est bien obligé d'investir là où se trouvent les ressources; en outre, il semble que certaines provinces souhaitent exploiter leurs ressources minérales directement. Les nombreuses ambiguïtés entourant la répartition des compétences en matière de concessions minières, d'autorisation d'achats fonciers et d'approbation des investissements ont dégradé le climat de l'investissement (section 8)).<sup>6</sup> Le secteur privé craint en outre que l'administration régionale risque d'ajouter une nouvelle couche de bureaucratie et de corruption.<sup>7</sup> Les gouvernements provinciaux peuvent emprunter, mais leur dette est plafonnée et ils doivent respecter certains principes imposés par le gouvernement central dans l'intérêt national (pour préserver la stabilité macro-économique).<sup>8</sup>

---

<sup>4</sup> Ce Conseil, organe consultatif national, est placé sous la tutelle du Président (Décret présidentiel n° 49 et 52/2000, 7 avril 2000).

<sup>5</sup> Les taxes provinciales s'appliquent aux transports routiers et par voies navigables ainsi qu'à la vente de véhicules et de navires, à l'essence pour automobiles et aux aménagements fonciers, y compris la création de réseaux d'eau. Il existe une taxe appelée *Kapupaten* qui vise en particulier les hôtels, les restaurants, les loisirs, la publicité et les services de stationnement.

<sup>6</sup> Auparavant, les taxes provinciales qui ne figuraient pas sur une liste exhaustive devaient être approuvées par le Ministère des finances, mais la nouvelle loi habilite les assemblées provinciales à introduire d'autres taxes à condition de respecter les principes légaux. Ces principes sont bien conçus, mais leur application est mal contrôlée et les tribunaux chargés de protéger les citoyens et les entrepreneurs contre les abus de pouvoir des gouvernements provinciaux sont faibles (Banque mondiale, 2003, page 22).

<sup>7</sup> Banque mondiale (2003), page 21.

<sup>8</sup> Pour emprunter à l'étranger, les gouvernements provinciaux doivent toujours obtenir l'autorisation du gouvernement central. En 2001 et en 2002, les emprunts provinciaux ont été interdits pour faciliter l'assainissement budgétaire; au moment de l'achèvement du présent rapport, on ne savait pas si cette interdiction était toujours en vigueur.

### Encadré II.1: La décentralisation

La Loi n° 22 de 1999 sur l'autonomie régionale régit la répartition des compétences en matière de dépenses entre les différents échelons du pouvoir gouvernemental, tandis que la répartition des recettes entre les régions est régie par la Loi n° 25/1999 sur l'équilibre budgétaire. Il y a eu un important rééquilibrage des compétences, puisque désormais les collectivités locales ont le même rapport hiérarchique avec le gouvernement central que les provinces, et les chefs des gouvernements régionaux sont désignés par les assemblées locales et élues.

Les collectivités territoriales sont responsables de la santé, de l'éducation, des infrastructures locales et d'autres services publics. Il y a une liste de fonctions (défense nationale, affaires étrangères, justice, affaires religieuses, gestion macro-économique et coordination de la politique nationale et de la politique stratégique), considérées comme étant d'intérêt national, qui sont réservées au gouvernement central. Les provinces sont responsables des services intéressant plusieurs districts et de la coordination entre les districts.

Un dispositif de partage des recettes et de subventions a considérablement augmenté les transferts de ressources de l'État aux provinces. L'assiette des recettes partagées a été élargie: elle comprend non seulement les impôts fonciers et les impôts sur les revenus des personnes physiques, mais aussi les recettes tirées de l'exploitation du pétrole, du gaz, des forêts, de la mer et des gisements minéraux. En règle générale, le pourcentage des recettes reversées aux provinces est de 15 pour cent dans le cas du pétrole, 30 pour cent dans le cas du gaz et 80 pour cent dans le cas des autres ressources naturelles; certaines provinces, comme celles d'Aceh et de Papua, qui jouissent d'un statut d'autonomie spéciale, reçoivent une proportion plus élevée des recettes tirées de l'exploitation du gaz et du pétrole. On estime que les recettes confiées aux régions se montaient au total à 24 266 milliards de rupiahs en 2002; pour 2003, on prévoit un montant de 27 896 milliards de rupiahs.

Des subventions non affectées (appelées fonds d'affectation générale ou DAU) ont été créées à des fins de péréquation (pour combler l'écart entre les besoins et les recettes de chaque province). Ces subventions doivent atteindre au minimum 25 pour cent du total des recettes de l'État central, après déduction des recettes partagées. La formule temporairement employée en 2001, complétée par une règle selon laquelle aucune province ne devait recevoir moins de subventions qu'auparavant, n'a pas permis une péréquation budgétaire suffisante et il a fallu la compléter par des transferts supplémentaires en faveur des provinces les plus pauvres. Une nouvelle formule a été adoptée en 2002, avec une disposition transitoire supplémentaire en vertu de laquelle aucune province ne devait recevoir moins qu'en 2001. Le total des subventions non affectées a été estimé à 69 114 milliards de rupiahs en 2002 et pour 2003 on prévoit qu'il atteindra 76 978 milliards de rupiahs. Il y a aussi des subventions affectées (fonds d'affectation spéciale ou DAK), mais leur montant est modeste; à ce jour, les seules subventions de ce type qui ont été versées devaient financer des opérations de reboisement. On estime leur montant total à 658 milliards de rupiahs en 2002 et l'on prévoit qu'elles atteindront 2 617 milliards de rupiahs en 2003.

Les compétences des gouvernements provinciaux en matière de recettes ont été accrues mais restent limitées (Loi n° 34/2000 sur les impôts régionaux). Les provinces peuvent instituer de nouveaux impôts sans l'autorisation du gouvernement central à condition de respecter certains principes législatifs: en particulier, les impôts doivent être conformes à l'intérêt général et ne doivent pas porter sur des objets qui sont déjà imposés au niveau central. Le gouvernement central peut annuler les impôts provinciaux non conformes à ces critères. Les gouvernements provinciaux ont aussi des compétences accrues en matière d'emprunt: le contrôle direct du gouvernement central a été assoupli et des plafonds d'endettement ont été institués: l'encours total de la dette (intérieure et extérieure) à long terme ne peut pas dépasser 75 pour cent des recettes de la province et le ratio du service de la dette ne doit pas dépasser 2,5 pour cent des recettes. Pour emprunter à l'étranger, les provinces doivent toujours obtenir l'autorisation du gouvernement central.

Source: FMI, *Indonesia: Selected Issues*, Country Report No. 02/154, July 2002, pages 69-72 [en ligne] (<http://www.imf.org/external/pubs/cat/longres.cfm?sk=15974.0>).

---

**3) STRUCTURE DE LA FORMULATION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE****i) Exécutif**

10. Pour l'essentiel, la responsabilité finale de la formulation et de la mise en œuvre de la politique commerciale et des autres politiques économiques relève du Président et du Cabinet. Le Président continue d'assurer la présidence du Conseil de stabilisation économique et le Cabinet des affaires économiques continue d'examiner les politiques avant de les présenter à ce Conseil. Par ailleurs, le Président assure toujours la présidence du Conseil national du redressement économique et financier, qui supervise l'exécution du programme convenu avec le FMI.

11. Le Ministre de l'industrie et du commerce extérieur est toujours compétent en matière de formulation de la politique commerciale et industrielle; depuis 1998 existe une nouvelle Direction générale de la coopération internationale pour l'industrie et le commerce, qui s'occupe essentiellement des relations industrielles et commerciales internationales, régionales et bilatérales, ainsi que des mesures commerciales conditionnelles. Le gouvernement n'a promulgué que récemment une loi portant création d'une commission de lutte contre la corruption, exigée par le programme du FMI.

**ii) Organes consultatifs**

12. Il n'existe pas d'organe indépendant chargé d'examiner la politique commerciale et les politiques d'aide sectorielle ni de conseiller le gouvernement en la matière. Toutefois, le gouvernement peut obtenir des conseils externes en s'adressant à des institutions multilatérales comme le FMI et la Banque mondiale, qui ont tous deux des bureaux bien étoffés à Djakarta et ont beaucoup aidé l'Indonésie à définir les réformes rendues nécessaires par la crise économique et financière. D'autres institutions (Banque asiatique de développement, Partenariat pour la croissance économique – USAID, JICA et Harvard Institute for International Development), conseillent les Ministères au sujet de différentes mesures de politique commerciale et d'autres aspects de la politique économique.

**4) OBJECTIFS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE****i) Objectifs généraux de la politique commerciale**

13. L'objectif général des politiques commerciale et industrielle est de mettre en œuvre les réformes structurelles convenues avec le FMI et d'honorer les obligations contractées dans le cadre de l'OMC. Dans le cadre du programme du FMI, l'Indonésie a pris des mesures de réforme bilatérales qui, dans certains domaines, comme celui des services financiers et autres, vont nettement plus loin que les engagements découlant de l'OMC.

14. Le gouvernement est résolu à poursuivre la libéralisation du commerce extérieur afin de promouvoir le développement, et à lutter contre la pauvreté avec des programmes de protection sociale (sécurité alimentaire, éducation, santé et création d'emplois). Selon les autorités, la politique commerciale doit promouvoir la création de possibilités économiques, favoriser l'autonomie des communautés et renforcer les capacités, en particulier celles des PME. Le développement national et la lutte contre la pauvreté sont des objectifs centraux des Directives de la politique d'État pour 1999/2004 adoptées par l'Assemblée (GBHN). Les plans nationaux de développement (appelés autrefois Propenas et Repelita et aujourd'hui Repeta) préconisent un redressement économique fondé sur l'accroissement de la compétitivité économique. Dans le cadre des GBHN et des programmes Propenas et Repeta, les politiques industrielle, commerciale et de l'investissement doivent accroître la compétitivité internationale de l'Indonésie en facilitant la création d'emplois et d'entreprises dans toutes les régions. À cet effet, les autorités ont formulé cinq grandes stratégies: promotion de

l'exportation, de la compétitivité industrielle et du tourisme; renforcement des institutions du marché; renforcement des capacités scientifiques et techniques.

15. L'Indonésie a pris des engagements de libéralisation commerciale unilatérale dans le cadre de l'APEC et de libéralisation régionale dans le cadre de l'ANASE. L'expansion et la diversification de produits d'exportation transformés à forte valeur ajoutée sont une des grandes priorités de sa politique commerciale.

## **ii) Objectifs de la politique commerciale sectorielle**

16. Tout en restant résolu à mettre en œuvre les réformes structurelles et en particulier la libéralisation du commerce extérieur, le gouvernement indonésien continue d'intervenir dans différents secteurs de l'économie, et la privatisation, qui est un des éléments clés du programme convenu avec le FMI, a pris du retard. La plupart des réformes visant le commerce extérieur, notamment la réduction des droits de douane et des obstacles non tarifaires, ont été mises en œuvre au début du programme. Toutefois, la libéralisation du commerce extérieur a été suspendue dans quelques secteurs sensibles (riz, sucre, acier et grumes), mais avec l'accord du FMI.

## **iii) Le programme de l'OMC**

17. Le gouvernement indonésien est très attaché à un système commercial multilatéral fondé sur des règles et solide, capable de garantir l'accès aux marchés, afin de promouvoir la croissance, le développement et la création d'emplois à l'échelle mondiale. Toutefois, dans sa déclaration à la Conférence ministérielle de 2001 à Doha, l'Indonésie s'est dite préoccupée par les "questions de mise en œuvre", qu'il faut selon elle régler afin de rétablir le crédit de l'OMC.<sup>9</sup> Elle considère que certains Membres n'ont pas honoré leurs obligations multilatérales et qu'il faut améliorer diverses dispositions, comme celles qui régissent les mesures antidumping, le commerce des textiles et des vêtements, les subventions et les mesures compensatoires. Selon elle, les avantages de la libéralisation du commerce international seraient plus équitablement répartis si l'on accordait aux pays en développement un traitement spécial et différencié, particulièrement dans le secteur agricole, tenant compte de leurs préoccupations non commerciales, telles que le développement rural, la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Il faudrait aussi compléter l'Accord sur les ADPIC par des mesures de sauvegarde significatives afin de garantir aux pays en développement l'accès aux médicaments dont ils ont besoin pour préserver la santé publique. L'Indonésie est favorable à une poursuite des négociations sur les services sans qu'aucun secteur n'en soit a priori exclu, à condition qu'on permette aux pays en développement de libéraliser seulement un nombre limité de secteurs et de types d'opérations et qu'on inclue dans les résultats des mesures de sauvegarde d'urgence.

18. Depuis 1999, l'Indonésie a intégré dans son équipe de négociation chargée de la représenter dans le cadre du Cycle de Doha des experts indépendants des questions de l'OMC<sup>10</sup>; les autres membres de l'équipe sont 26 hauts fonctionnaires des institutions et ministères compétents et un représentant de la Chambre de commerce.

---

<sup>9</sup> WT/MIN(01)/ST/39, 11 novembre 2001.

<sup>10</sup> *The Jakarta Post*, 6 février 2002; Décrets présidentiels n° 104/1999 (Kepres 104 1999), n° 18/2001 (Kepres 18, 2001) et n° 16/2002.

**5) LOIS ET RÉGLEMENTATIONS COMMERCIALES**

19. L'Indonésie est résolue à renforcer les lois et réglementations qui régissent le commerce extérieur et les entreprises afin d'améliorer l'environnement commercial et le gouvernement d'entreprise et d'accroître la concurrence et l'efficacité. De nombreux décrets, règlements et lois ont été révisés ou adoptés dans plusieurs domaines clés, notamment l'interdiction des pratiques monopolistiques<sup>11</sup>, les mesures de relance budgétaire (réduction de la taxe sur les produits de luxe, de l'impôt sur les revenus et de la TVA visant certains produits, en principe dans le but de réduire les prix de revient)<sup>12</sup> et les services financiers, en particulier bancaires; d'autres initiatives de ce genre sont prévues. L'accroissement de la transparence des lois et du dispositif institutionnel devrait aussi contribuer à réduire la corruption et à faciliter l'investissement, y compris l'investissement étranger. Comme l'a montré la crise bancaire, la réglementation doit être complétée par les processus institutionnels nécessaires pour qu'elle soit respectée. Malgré diverses améliorations, les carences qui subsistent contribuent à donner l'impression aux investisseurs étrangers que l'Indonésie est un pays à haut risque.

20. Il faut accélérer la mise en œuvre des réformes juridiques et judiciaires afin d'établir un véritable État de droit, de façon à améliorer la gouvernance et le climat de l'investissement, qui restent entachés d'un soupçon de corruption du système judiciaire.<sup>13</sup> Ainsi, le fonctionnement des tribunaux du commerce créés en 1998 et de la loi sur les faillites ne semble offrir guère de garanties aux créanciers en matière de recouvrement des dettes ou d'exécution des contrats et, dans la pratique, il semble que les entreprises à capitaux étrangers sont victimes d'un traitement discriminatoire.<sup>14</sup> Les autorités soutiennent que le cadre juridique ne comporte aucun élément discriminatoire.

21. Les lois indonésiennes sont publiées au Journal officiel. De nombreux décrets, règlements et lois sont disponibles en anglais. Par exemple, le Ministère de l'industrie et du commerce publie des lois et réglementations visant le commerce en anglais sur son site Internet.<sup>15</sup> La Banque centrale publie aussi ses règlements et circulaires en anglais deux fois par an.<sup>16</sup> Un nombre croissant de Ministères et d'organismes publics se dotent de sites Internet pour diffuser des informations, partiellement en anglais.

**6) ACCORDS ET ARRANGEMENTS COMMERCIAUX****i) Accords multilatéraux**

22. L'Indonésie est un Membre actif de l'OMC. Durant la période examinée, elle a fait de nombreuses notifications (tableau II.1). Les notifications encore incomplètes sont notamment les rapports semestriels sur les restrictions quantitatives, le commerce d'État, les sauvegardes, les

---

<sup>11</sup> Loi n° 5 de 1999.

<sup>12</sup> Ces mesures de relance auraient été prises par le Ministère des finances en janvier 2003; le Secrétariat n'a pu obtenir aucun renseignement supplémentaire à ce sujet.

<sup>13</sup> FMI (2002c).

<sup>14</sup> U.S. Embassy Jakarta (2001a).

<sup>15</sup> <http://www.dprin.go.id/regulasi1/english/inat2002.asp> [12 décembre 2002].

<sup>16</sup> Par exemple, Bank Indonesia (2000).

subventions et mesures compensatoires, les licences d'importation (réponse au questionnaire en 1997, 1999, 2000 et 2001) et l'évaluation douanière (liste récapitulative, montant des intérêts et supports informatiques).<sup>17</sup> L'Indonésie a régulièrement communiqué ses données tarifaires et ses statistiques d'importation pour la base de données intégrée de l'OMC.

**Tableau II.1**  
**État des notifications à l'OMC (février 2003)**

Accords	Objets à notifier	Fréquence	Cote de la notification la plus récente
Accord antidumping (article 18.5)	Lois et règlements	Une fois avant mars 1995, puis à l'occasion des modifications	G/ADP/N/1/IDN/2/Suppl.1, 26 mars 1999
Accord antidumping (article 16.4)	Mesures antidumping adoptées	Semestrielle	G/ADP/N/98/IDN, 28 février 2003
Accord antidumping (article 5.8)	Délai pour déterminer que le volume des importations est négligeable	<i>Ad hoc</i>	G/ADP/N/100/IDN, 13 février 2003
Agriculture (articles 10 et 18:2)	Subventions à l'exportation (montant des subventions et quantités)	Annuelle	G/AG/N/IND/25, 8 octobre 2001
Agriculture (article 18:2)	Soutien interne	Annuelle	G/AG/N/IDN/26, 5 octobre 2001; C/AG/N/IDN/26/Corr.1, 27 novembre 2001
Agriculture (article 18:2)	Renseignements sur l'administration des contingents tarifaires (MA:1)	Une fois, puis à l'occasion des modifications	G/AG/N/IDN/24, 8 octobre 2001
Agriculture (article 18:2)	Volume des importations dans le cadre de contingents tarifaires (MA:2)	Annuelle	G/AG/N/IND/23, 8 octobre 2001
Agriculture (articles 5:7 et 18:2)	Mesures de sauvegarde spéciales	Annuelle	G/AG/N/IND/22, 8 octobre 2001
Évaluation douanière (article 22:2)	Lois et réglementations	Une fois, puis à l'occasion des modifications	G/VAL/N/1/IND/1, 27 septembre 2001
Procédures de licences d'importation (articles 1:4 a) et 8:2 b))	Lois et réglementations pertinentes	Une fois, puis à l'occasion des modifications	G/LIC/N/1/IND/1, 2 novembre 1998
Procédures de licences d'importation (article 7:3)	Questionnaire; règles et renseignements concernant les modalités de présentation des demandes	Annuelle pour les questionnaires; pour les règles et renseignements, une fois, puis à l'occasion des modifications	G/LIC/N/3/IND/1, 2 novembre 1998
GATT de 1994 (article XVII:4 a) – Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII)	Notification des produits importés ou exportés par des entreprises d'État	Une fois, puis à l'occasion des modifications	G/STR/N/8/IDN, 23 août 2002
Inspection avant expédition (article V)	Lois et réglementations (y compris celles par lesquelles l'Accord est mis en vigueur)	Une fois (au moment de l'entrée en vigueur de l'Accord) ou à l'occasion	G/PSI/N/1/Add.6, 6 juin 1997
Règles d'origine (article 5:1 et Annexe II 4))	Règles d'origine préférentielles	Dans les 90 jours suivant l'adoption de l'Accord sur l'OMC	G/RO/N/16, 5 mars 1997
Sauvegardes (article 12:6)	Lois et réglementations	Une fois avant mars 1995, puis à l'occasion des modifications	G/SG/N/1/IND/1, 11 avril 1995
Sauvegardes (article 12:5)	Consultations	<i>Ad hoc</i>	S/SG/N/12/IDN/1, 4 mai 2000
Sauvegardes (article 12:7)	Mesures préexistantes	Dans les 60 jours suivant l'adoption de l'Accord sur l'OMC	G/SG/N/3/IDN, 21 avril 1995

<sup>17</sup> Document de l'OMC G/L/223/Rev.9, 12 novembre 2002.



Accords	Objets à notifier	Fréquence	Cote de la notification la plus récente
Mesures sanitaires et phytosanitaires (article 6, annexe B)	Notification des mesures d'urgence et des modifications	<i>Ad hoc</i>	G/SPS/N/IDN/18, 13 juin 2002
Services (article III:3 de l'AGCS)	Modifications des lois et réglementations régissant les services	<i>Ad hoc</i>	S/C/N/81, 18 novembre 1998
Subventions et mesures compensatoires (article 25.12)	Autorités compétentes et modalités d'ouverture et de conduite des enquêtes	Une fois, puis à l'occasion des modifications	G/SCM/N/18/Add.6, 27 mars 1998
Subventions et mesures compensatoires (article 25:1)	Programmes de subventions	Annuelle	G/SCM/N/16/IDN/Suppl.1, 19 mars 1998
Subventions et mesures compensatoires (article 32:6)	Lois et réglementations	Une fois avant mars 1995, puis à l'occasion des modifications	G/SCM/N/IDN/2/Suppl.1, 26 mars 1999
Subventions et mesures compensatoires (article 25:11)	Droits compensateurs institués	Semestrielle, et à l'occasion de l'adoption des mesures	G/SCM/N/81/Add.1/Rev.1, 18 octobre 2002
Obstacles techniques au commerce (article 15:2)	Lois et réglementations	Une fois, puis à l'occasion des modifications	G/TBT/N/IDN/2, 10 décembre 2001
Obstacles techniques au commerce (article 10:6)	Renseignements sur les règlements techniques, les normes et les procédures d'évaluation de la conformité	<i>Ad hoc</i>	G/TBT/N/IDN/4, 23 avril 2002
Textiles et vêtements (articles 2:8 et 2:11)	Notification des programmes d'intégration	12 mois avant leur entrée en vigueur	GTMB/N/381/Rev.1, 14 mai 2001
MIC (article 5:1)	Mesures concernant les investissements	Une fois avant mars 1995, puis à l'occasion des modifications	G/TRIMS/N/1/IDN/1/Add.1, 31 octobre 1996
ADPIC (article 63:2)	Lois et réglementations	Une fois, puis à l'occasion des modifications	IP/N/1/IDN/P/1, 27 avril 2000
ADPIC (article 69)	Points de contact	Une fois, puis à l'occasion des modifications	IP/N/3/Rev.6, 1 <sup>er</sup> mars 2002

Source: OMC, Répertoire central des notifications.

23. L'Indonésie a le statut d'observateur dans le cadre de l'Accord plurilatéral de l'OMC sur le commerce des aéronefs civils mais pas dans le cadre de l'Accord sur les marchés publics, auquel elle n'a pas adhéré. Elle a adhéré à la Déclaration multilatérale sur le commerce des produits des technologies de l'information (Accord sur les technologies de l'information).

24. L'Indonésie est toujours membre du Groupe de Cairns de producteurs et d'exportateurs de produits agricoles, groupe de Membres de l'OMC qui militent en faveur d'une libéralisation multilatérale du commerce des produits agricoles et notamment de réformes majeures en matière d'accès aux marchés, de soutien interne et de subventions à l'exportation. Selon les autorités, certaines propositions du Groupe de Cairns ne sont pas conformes aux intérêts nationaux de l'Indonésie et il se pourrait donc qu'elle formule ses propres propositions concernant certains aspects du commerce des produits agricoles.

## ii) Arrangements préférentiels, régionaux et bilatéraux

### a) Arrangements préférentiels en faveur des pays en développement et des PMA

25. L'Indonésie accorde un traitement tarifaire préférentiel à certains produits importés d'autres pays en développement dans le cadre du Système global de préférences commerciales (SGPC), auquel elle a adhéré en octobre 1989. La deuxième série de négociations s'est achevée en décembre 1998 et l'Indonésie et 23 autres membres ont échangé des concessions tarifaires préférentielles

supplémentaires. Les membres devaient avoir ratifié le Protocole de 1998 avant la fin de 2001. Actuellement, l'Indonésie accorde des préférences SGPC pour 31 positions tarifaires, la marge préférentielle étant de 10 pour cent en général et de 20 pour cent dans certains cas; pour bénéficier de ce régime, il faut que la valeur ajoutée cumulée dans des pays participant au SPGC représente au minimum 60 pour cent de leur prix f.a.b. (les certificats d'origine SGPC ont été renouvelés en janvier 2003). Les autorités considèrent que ce régime offre à l'Indonésie d'intéressantes possibilités de diversification de ses exportations de produits non pétroliers vers les pays en développement. Elle bénéficie des schémas du Système généralisé de préférences (SGP) appliqués par la plupart des pays développés. Dans le cas des exportations de bois, de chaussures et de matières grasses animales et végétales, elle ne bénéficie plus du schéma SGP de l'UE depuis janvier 1998; les autorités n'ont communiqué aucun renseignement sur l'impact de cette mesure, si ce n'est qu'elles ont confirmé que le SGP était toujours important pour l'Indonésie.

b) Arrangements régionaux

*ANASE*

26. L'Indonésie, membre fondateur de l'ANASE, participe à la Zone de libre-échange de l'ANASE (AFTA). Pour les six membres fondateurs, les droits sur le commerce intra-ANASE (produits dont 40 pour cent au moins de la valeur sont ajoutés dans des pays de l'ANASE) doivent être réduits dans le cadre du Tarif préférentiel effectif commun (TPEC) à 5 pour cent au maximum avant la fin de 2002, ou de 2003 pour certains produits.<sup>18</sup> À la fin de 2001, les positions tarifaires figurant sur la liste d'inclusion du TPEC correspondaient en moyenne à 85 pour cent du total des lignes tarifaires pour l'ensemble des membres de l'ANASE (98 pour cent dans le cas des membres fondateurs)<sup>19</sup>; pour 93 pour cent des lignes tarifaires incorporées dans le TPEC par les membres fondateurs, le taux maximum était de 5 pour cent (un taux nul était appliqué à 38 pour cent des lignes tarifaires). La moyenne des droits TPEC pour l'ensemble des membres était de 3,7 pour cent (contre 12,8 pour cent en 1993), et elle devrait tomber à 2,7 pour cent en 2003.<sup>20</sup> Les membres ont aussi décidé en 1999 de supprimer tous les droits de douane des membres fondateurs d'ici à 2010 et, en principe, de raccourcir le délai d'élimination de droits de douane des nouveaux membres (de 2018 à 2015) sauf dans le cas de quelques produits sensibles. Les restrictions quantitatives et autres obstacles non tarifaires doivent aussi disparaître.

27. Des produits peuvent être exclus de l'application du TPEC au titre d'exclusions temporaires ou générales ou en tant que produits sensibles.<sup>21</sup> Les produits inscrits sur la liste d'exclusions temporaires (TEL) devaient être intégrés dans le TPEC par tranches égales sur cinq ans, à partir du

---

<sup>18</sup> À l'origine, les membres de l'ANASE s'étaient fixé pour but de mettre en place le TPEC en 2008, mais ce délai a été rapproché à 2003 pour les membres fondateurs, puis à 2002 dans le cas de la plupart des produits après la crise financière. Les nouveaux membres de l'ANASE bénéficient de périodes de transition plus longues. Les délais sont fixés à 2006 pour le Vietnam, 2008 pour le Laos et le Myanmar et 2010 pour le Cambodge.

<sup>19</sup> Pour les quatre nouveaux membres, la proportion était de 57 pour cent.

<sup>20</sup> La moyenne des droits va de zéro dans le cas de Singapour à 7,4 pour cent dans le cas de la Thaïlande.

<sup>21</sup> Dans le cas d'un petit nombre de produits agricoles sensibles, les membres auront jusqu'à 2010 pour l'intégration dans le TPEC. En vertu d'un accord qui n'est pas encore parachevé, la réduction des droits sur ces produits commencera entre 2000 et 2005, selon le pays et le produit.

1<sup>er</sup> janvier 1995. Toutefois, en octobre 2000, les membres ont approuvé un nouveau protocole en vertu duquel les six membres fondateurs peuvent demander une suspension temporaire de l'intégration dans le TPEC pour les produits qui figuraient sur la TEL au 31 décembre 1999<sup>22</sup>; les membres doivent s'accorder sur des compensations pour les autres partenaires de l'ANASE.<sup>23</sup> A la fin de 2001, les produits inscrits sur la TEL correspondaient à 0,6 pour cent des lignes tarifaires dans le cas des membres fondateurs; Brunei, Singapour et la Thaïlande ainsi que, selon les autorités, l'Indonésie, n'avaient pas de TEL (et l'Indonésie n'avait pas non plus l'intention de se prévaloir du Protocole). Des exceptions générales (et permanentes) s'appliquent à certains produits lorsque c'est jugé nécessaire pour la sécurité nationale, la protection de la moralité publique, la protection de la vie et de la santé des personnes, des animaux et des végétaux, et la préservation des objets ayant une valeur artistique, historique ou archéologique; cela correspond à quelque 1 pour cent des lignes tarifaires de l'ANASE. Les autorités ont indiqué que, dans le cas de l'Indonésie, les exceptions générales visaient 27 positions à neuf chiffres du SH pour les boissons alcooliques et quatre positions à neuf chiffres du SH pour les explosifs.

28. L'Indonésie a continué d'intégrer rapidement de nouveaux produits dans le TPEC; à la fin de 2002, 99 pour cent de ses lignes tarifaires étaient intégrées, avec un taux de droit inférieur ou égal à 5 pour cent.<sup>24</sup> La moyenne de ses droits TPEC était de 4,6 pour cent à la fin de 2001 (contre 7,0 pour cent en 1993) et elle devrait tomber à 3,7 pour cent en 2003. À la fin de 2001, elle appliquait des exclusions temporaires à 21 positions tarifaires et considérait comme produits sensibles (exclus) quatre autres positions. Selon les autorités, elle n'a plus de TEL (ni de produits sensibles) depuis janvier 2003.

29. Les pays de l'ANASE négocient aussi une libéralisation intrarégionale du commerce des services (Accord-cadre de 1995 sur le commerce des services). Trois séries d'engagements adoptés à l'issue de deux cycles de négociations ont libéralisé le commerce des services de transport aérien, des services aux entreprises, des services de construction, des services financiers, des services de transport maritime, des télécommunications et des services touristiques. Un troisième cycle de négociations a été lancé en septembre 2001 (les négociations devaient commencer en 2002 et se terminer en 2004 et porter sur tous les secteurs et modes de fourniture spécifiés). En 2001, les membres sont convenus d'accélérer la libéralisation du commerce des services et de négocier des arrangements de reconnaissance mutuelle pour les services professionnels.

30. Les autres accords visant à promouvoir le commerce intra-ANASE, l'investissement et l'intégration régionale sont le Programme de coopération industrielle de l'ANASE (AICO) et la Zone d'investissement de l'ANASE (AIA). L'Accord sur l'AICO, signé en 1996, encourage l'investissement dans des industries de haute technologie et toute entreprise basée dans un pays de l'ANASE qui

---

<sup>22</sup> ASEAN (2000). Ce protocole permet de différer l'intégration des produits figurant sur la TEL dans le TPEC et de suspendre les concessions sur la dernière tranche de produits manufacturés figurant sur la TEL au 31 décembre 1999 (ou à d'autres dates pour les nouveaux membres), lorsqu'une telle libéralisation causerait de réels problèmes pour des motifs qui ne sont pas visés par les mesures de sauvegardes d'urgence (article premier). Les suspensions ou renvois peuvent être réexaminés chaque année par le Conseil de l'AFTA (article 8).

<sup>23</sup> Les mesures d'ajustement compensatoires doivent "garantir un niveau général de concessions réciproques et mutuellement avantageuses non moins favorable pour le commerce que ce qui existait auparavant" et doivent être appliquées sur une base NPF à tous les membres de l'ANASE (articles 3 et 5).

<sup>24</sup> En 2003, au moins 60 pour cent des produits importés par l'Indonésie dans le cadre du TPEC, ainsi que par les autres membres fondateurs de l'ANASE, devraient être admis en franchise de droits.

répond à certaines conditions peut en bénéficier.<sup>25</sup> Les produits, matières premières et intrants répondant aux critères de l'AICO sont immédiatement assujettis à un droit ne dépassant pas 5 pour cent et peuvent bénéficier des incitations visant à accroître la teneur en intrants d'origine locale et des incitations non tarifaires.<sup>26</sup> L'AIA, instituée en octobre 1998, vise à promouvoir l'investissement étranger (de pays de l'ANASE ou autres) en éliminant les obstacles à l'investissement pour tous les investisseurs de l'ANASE d'ici à 2010 et pour les autres investisseurs d'ici à 2020.<sup>27</sup> Les activités figurant sur la liste d'exclusions temporaires et la liste d'activités sensibles en sont exclues.<sup>28</sup> Les membres (dont l'Indonésie) ont décidé de retirer les activités manufacturières de la liste d'exclusions temporaires pour les investisseurs de l'ANASE à partir de 2003. Toutes les activités figurant sur les listes d'exclusions dans les secteurs de l'industrie manufacturière, de la pêche, de l'agriculture, de la foresterie et des industries extractives doivent en être retirées d'ici à 2010 dans le cas des six membres fondateurs de l'ANASE et à 2015 dans le cas des nouveaux membres.

31. Les membres de l'ANASE s'intéressent de plus en plus à la coopération bilatérale avec les non-membres ainsi qu'avec d'autres organisations intergouvernementales régionales.<sup>29</sup> Les membres de l'ANASE plus la Chine, le Japon et la République de Corée ont décidé en novembre 2002 d'étudier et de formuler des options pour établir progressivement une Zone de libre-échange d'Asie de l'Est<sup>30</sup>; l'Indonésie y voit une possibilité d'intensifier la coopération et d'accroître les échanges commerciaux et les flux d'investissement entre les pays d'Asie de l'Est. Elle a accepté le projet de créer une zone de libre-échange ANASE-Chine dans un délai de dix ans.<sup>31</sup> Elle pense qu'un tel accord stimulerait le

<sup>25</sup> L'entreprise doit être constituée en société dans un pays de l'ANASE et opérer dans ce pays; il faut que 30 pour cent au moins de ses fonds propres soient détenus par des investisseurs de l'ANASE et qu'elle participe à un mécanisme de partage des ressources (partage des technologies, partage de marchés ou groupage des achats de matières premières). Il faut qu'au moins deux entreprises de deux pays de l'ANASE participent au projet de coopération. Les conditions, en particulier celles relatives à la nationalité des détenteurs de 30 pour cent du capital, peuvent être suspendues dans certaines circonstances. En avril 2002, il y avait 90 coentreprises approuvées dans le cadre de l'AICO et leur chiffre d'affaires total était de 1,09 milliard de dollars EU.

<sup>26</sup> Les incitations non tarifaires sont déterminées individuellement par chaque pays et n'ont pas encore été précisées.

<sup>27</sup> Le principe est d'ouvrir toutes les branches de production à l'investissement étranger et d'éliminer progressivement les exclusions conformément à un calendrier; les investisseurs de l'ANASE doivent bénéficier immédiatement du traitement national, avec quelques exceptions; les obstacles à l'investissement doivent être éliminés; les processus et les procédures d'investissement doivent être simplifiés; la transparence sera accrue; et les pays concernés prendront des mesures de facilitation de l'investissement.

<sup>28</sup> Une première liste d'exclusions temporaires (agriculture, foresterie et industries extractives) a été adoptée à la réunion ministérielle de l'AIA en octobre 2000.

<sup>29</sup> Concile andin, Accord de rapprochement économique australo-néo-zélandais, Organisation de coopération économique, Conseil de coopération du Golfe, MERCOSUR, Groupe de Rio, Association pour la coopération régionale en Asie du Sud et Forum du Pacifique Sud. Par ailleurs, la plupart des membres de l'ANASE participent activement aux travaux de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), de la Réunion Asie-Europe (ASEM) et du Forum Asie de l'Est-Amérique latine (EALAF).

<sup>30</sup> ASEAN (2002).

<sup>31</sup> ANASE (2002). Le rapport du Groupe d'experts sur la coopération économique ANASE-Chine, examiné au Sommet de l'ANASE (Bandar Seri Begawan, 5-6 novembre 2001), estimait qu'un tel accord de libre-échange permettrait d'accroître les exportations de l'ANASE vers la Chine de 48 pour cent et les exportations de la Chine vers l'ANASE de 55 pour cent, et entraînerait une augmentation du PIB de 0,9 pour cent pour la Chine et de 0,3 pour cent pour l'ANASE.

commerce et l'investissement intrarégionaux, accroîtrait l'efficacité et permettrait de faire des économies d'échelle, ouvrirait de nouveaux débouchés et renforcerait la coopération économique. C'est pourquoi elle s'emploie à libéraliser le commerce régional par l'intermédiaire de l'ANASE.

#### *APEC*

32. L'Indonésie a l'intention de réaliser l'objectif volontaire que se sont fixé les membres de l'APEC dans la Déclaration de Bogor en 1994, consistant à instaurer le libre-échange, y compris pour les services et l'investissement, d'ici à 2020 dans le cas des pays membres en développement.<sup>32</sup> Les membres doivent atteindre leurs objectifs sur une base volontaire et non contraignante ("libéralisation unilatérale concertée") au moyen de plans d'action individuels. Ces plans sont actualisés chaque année et définissent les mesures prévues dans 15 domaines pour la réalisation des objectifs de libéralisation de l'APEC. Par exemple, l'Indonésie a indiqué dans son plan d'action 2002 qu'elle allait poursuivre la réduction de ses droits de douane de façon à ramener tous les taux dans une fourchette à moins de 10 pour cent d'ici à 2003, de continuer d'éliminer les restrictions à l'exportation (c'est-à-dire les interdictions d'exporter) et de réduire ses droits d'exportation.<sup>33</sup>

33. Les objectifs de libéralisation de l'APEC se fondent sur les principes clés de Bogor, qui sont la globalité, la compatibilité avec l'OMC et la non-discrimination (ou régionalisme ouvert), ce qui signifie que la libéralisation ne doit pas entraîner de discrimination entre les membres de l'APEC ni entre ceux-ci et les pays non membres. Toutefois, de nombreux membres de l'APEC, dont les membres de l'ANASE, ont formé ou envisagent de former des arrangements commerciaux régionaux discriminatoires à l'égard des autres pays, qu'ils soient ou non membres de l'APEC.

34. L'APEC a renforcé son processus d'examen par les pairs afin de suivre de plus près la réalisation des objectifs de libéralisation du commerce et de l'investissement dans les différents membres.<sup>34</sup> L'examen de l'Indonésie est prévu pour 2005.

#### c) Arrangements bilatéraux

35. L'Indonésie n'est membre d'aucun arrangement commercial bilatéral et n'est pas non plus en train d'en négocier. Toutefois, elle a l'intention de former des zones de libre-échange avec plusieurs pays, tels que le Canada, le Chili, le Japon et les États-Unis.

### **7) DIFFÉRENDS COMMERCIAUX ET CONSULTATIONS**

#### **i) Règlement des différends dans le cadre du GATT/de l'OMC**

36. L'Indonésie a été partie à quelques différends réglés dans le cadre de l'OMC depuis le dernier examen de sa politique commerciale (tableau II.2). Elle a été défendeur dans un cas (certaines mesures affectant l'industrie automobile), les plaignants étant les CE, le Japon et les États-Unis. Le Groupe spécial a conclu que le programme de 1993 établissant un lien entre les prescriptions de

<sup>32</sup> Constituée en 1989, l'APEC se compose actuellement des membres suivants: Australie; Brunei Darussalam; Canada; Chili; Chine; Corée, États-Unis; Hong Kong, Chine; Indonésie; Japon; Malaisie; Mexique; Nouvelle-Zélande; Papouasie-Nouvelle-Guinée; Pérou; Philippines; Russie; Singapour; Taipei chinois; Thaïlande et Viet Nam.

<sup>33</sup> APEC (2002a).

<sup>34</sup> APEC (2002b).

teneur en produits d'origine nationale et certains allègements de taxes sur les ventes et de droits de douane et le programme national de l'automobile de 1996 étaient contraires à ses engagements multilatéraux. Elle a accepté de se conformer intégralement à la décision. Elle a obtenu un délai fixé au 23 juillet 1999 pour donner effet aux constatations du Groupe spécial.<sup>35</sup> Le programme de 1996 a été démantelé en janvier 1998. L'Indonésie a notifié à l'OMC qu'une nouvelle politique de l'industrie automobile adoptée en 1999 avait supprimé tous les éléments incompatibles avec l'OMC du programme de 1993.<sup>36</sup>

**Tableau II.2**  
**Participation de l'Indonésie au mécanisme de règlement des différends de l'OMC (février 2003)**

Défendeur/différend	Plaignants	Demande de consultation/ d'établissement d'un groupe spécial	Établissement du Groupe spécial/ distribution du rapport	Appel	Adoption du rapport du Groupe spécial/de l'Organe d'appel
Indonésie – Certaines mesures affectant l'industrie automobile	CE (WT/DS54/1)	03.10.96/ 12.05.97	12.06.97/		23.07.98 <sup>a</sup>
	Japon (WT/DS55/1)	04.10.96/ 18.04.97	02.07.98		
	États-Unis (WT/DS59/1)	08.10.96/ 13.06.97			
Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures	Indonésie (WT/DS123/1)	22.04.98/ 16.04.99 <sup>b</sup>	23.07.98/ 25.06.99	15.09.99	12.01.00/ 12.01.00
États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention	Australie, Brésil, Chili, Corée, CE, Inde, Indonésie, Japon et Thaïlande (WT/DS217/1)	21.12.00/ 13.07.01	23.08.01/ 16.09.02	18.10.02	27.01.03

- a L'arbitrage contraignant a accordé à l'Indonésie un délai fixé au 23 juillet 1999 pour donner intégralement suite aux constatations du Groupe spécial, alors que l'Indonésie avait demandé un délai au 23 octobre (document de l'OMC WT/54/12, 7 décembre 1998). En 1999, l'Indonésie a informé l'OMC (document de l'OMC WT/DS54/17/Add.1, 15 juillet) qu'elle avait retiré tous les éléments incompatibles avec l'OMC du programme automobile 1993.
- b L'Indonésie a ultérieurement retiré sa demande d'établissement d'un Groupe spécial (document de l'OMC WT/DS123/4, 11 mai 1999), mais s'est associée en tant que tierce partie à la plainte de l'UE.

Source: Secrétariat de l'OMC.

37. L'Indonésie a été coplaignante dans l'affaire "États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention"; le rapport du Groupe spécial a été publié en septembre 2002. Il a conclu que cette loi était incompatible avec le GATT et que la meilleure solution serait de la révoquer.<sup>37</sup> Les États-Unis se sont pourvus en appel devant l'Organe d'appel en octobre 2002.<sup>38</sup>

38. L'Indonésie a demandé en avril 1999 l'établissement d'un Groupe spécial chargé d'examiner des mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures appliquées par l'Argentine, mais a ensuite

<sup>35</sup> Document de l'OMC WT/DS54/12, 7 décembre 1998.

<sup>36</sup> Document de l'OMC WT/DS54/17/Add.1, 15 juillet 1999; Décret du Ministre de l'industrie et du commerce extérieur n° 275/SK/MPP/6/1999.

<sup>37</sup> En particulier, le Groupe spécial a constaté que la loi était incompatible avec les articles 5.4, 18.1 et 18.4 de l'Accord antidumping, les articles 11.4, 32.1 et 32.5 de l'Accord SMC, les articles VI:2 et VI:3 du GATT de 1994 et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC. Voir document de l'OMC WT/DS217/R, 16 septembre 2002.

<sup>38</sup> Document de l'OMC WT/DS217/8, 22 octobre 2002.

retiré cette demande.<sup>39</sup> Toutefois, elle s'est réservé le droit de participer en tant que tierce partie à la procédure demandée par l'UE.<sup>40</sup>

## ii) Autres

39. L'ANASE s'est dotée d'un mécanisme de règlement des différends similaire à celui de l'OMC pour régler les différends entre ses membres concernant tout accord de caractère économique. Selon les autorités indonésiennes, jusqu'à présent les différends économiques et commerciaux entre membres de l'ANASE ont été réglés à l'amiable par des consultations bilatérales; l'Indonésie n'a jamais eu recours au mécanisme de règlement des différends de l'ANASE.

## 8) RÉGIME DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER

### i) Résultats récents et faits nouveaux

40. L'investissement étranger direct s'est effondré après la crise financière et n'a pas retrouvé son niveau antérieur car les incertitudes économiques politiques et l'insécurité ont sapé la confiance des investisseurs (chapitre premier). L'Indonésie a rapidement pris des mesures de libéralisation du régime de l'investissement en 1997 en 1998, notamment en autorisant les entreprises étrangères à exploiter des points de vente au détail, en ouvrant beaucoup plus les secteurs de la distribution et de la banque à l'investissement étranger et en élarguant la liste des activités dans lesquelles l'investissement étranger n'est pas autorisé.<sup>41</sup>

41. En dépit des difficultés économiques et politiques qu'elle a connues depuis, l'Indonésie a préservé un régime d'investissement relativement libéral et a pris des mesures pour simplifier la procédure d'autorisation des investissements et faciliter l'investissement étranger.<sup>42</sup> Le Conseil de coordination de l'investissement (DKPM) est responsable de la promotion et de l'approbation des investissements étrangers et nationaux en dehors du secteur des hydrocarbures (à l'exception des investissements dans la banque et l'assurance).<sup>43</sup> Un nouveau projet de loi sur l'investissement, qui doit remplacer la loi de 1967, a été publié en octobre 2000 et il devait être présenté au Parlement en février 2003. Ce projet comporte notamment les dispositions suivantes: remplacement de l'agrément des investisseurs par une procédure d'enregistrement, autorisation de prises de participation à 100 pour cent dans presque tous les secteurs et traitement national intégral des investisseurs étrangers dans la mesure du possible.<sup>44</sup>

---

<sup>39</sup> La demande a été présentée dans le document de l'OMC WT/DS123/3 du 16 avril 1999 et retirée par le document WT/DS123/4 du 11 mai 1999.

<sup>40</sup> Le rapport du Groupe spécial a été publié sous la cote WT/DS121/R (25 juin 1999) et le rapport de l'Organe d'appel sous la cote WT/DS121/AB/R (14 décembre 1999).

<sup>41</sup> OMC (1999).

<sup>42</sup> U.S. Embassy Jakarta (2001a).

<sup>43</sup> Le DKPM a été séparé du Bureau du Ministre d'État pour l'investissement (Décret présidentiel n° 03/2001).

<sup>44</sup> Department of Foreign Affairs and Trade, Australia (2002).

42. La liste négative, qui a notamment pour but de protéger la morale publique, de garantir la sécurité de l'État et d'aider les PME, a été élargie en 2000.<sup>45</sup> Pour quelques activités (production de cyclamate, de saccharine et de boissons alcoolisées), tout investissement privé est interdit; pour quelques autres activités (services de transport local en taxi ou en autobus, bûcheronnage et industrie cinématographique), il est réservé aux investisseurs nationaux (tableau II.3). Dans un certain nombre d'activités, les investisseurs étrangers ne peuvent opérer que dans le cadre de coentreprises (construction et exploitation de ports maritimes; production, transport et distribution d'électricité; transport maritime; télécommunications et transport aérien commercial) ou sous certaines conditions (non précisées). Ces activités sont certains types de pêche en mer, la production de pâte de bois, les travaux d'impression spéciaux, la production de contreplaqués dans la province de Papua et certaines activités de pêche en eau douce qui sont réservées aux pêcheurs artisanaux. Les participations étrangères au capital sont plafonnées (le plafond n'est pas précisé dans la liste) dans le cas des coentreprises; pour certaines activités, il faut que des investisseurs nationaux détiennent au moins 5 pour cent du capital total.<sup>46</sup> En outre, les entreprises étrangères qui opèrent en Indonésie doivent céder une participation (en général de 1 à 5 pour cent) à une personne morale ou physique indonésienne dans un délai de 15 ans à compter du démarrage de la production.<sup>47</sup>

43. Bien qu'elles ne figurent pas sur la liste négative, certaines activités sont toujours réservées aux petites entreprises et le nombre de ces activités a été accru (il y a 19 activités concernées dans les secteurs de l'élevage de poulet, de la pêche, de la foresterie, des industries extractives, des industries manufacturières, du négoce, des transports, des télécommunications et des services de santé). Les grandes entreprises ou les investisseurs étrangers ne sont autorisés à opérer dans certaines activités (culture de tubercules, certains types d'aquaculture, foresterie) qu'en partenariat avec une petite entreprise locale ou une coopérative.<sup>48</sup> Les autorités considèrent que les petites entreprises ont un rôle stratégique à jouer dans le développement économique national.

44. En janvier 2000, l'approbation des projets d'investissement étranger a été confiée directement à certaines provinces (district de Djakarta, Java occidentale, Kalimantan oriental et occidental). Ce processus aurait dû être élargi en 2001 dans le cadre de la décentralisation. Toutefois, la délégation des compétences en matière d'approbation des investissements semble entourée d'incertitudes. Apparemment, les provinces souhaitent avoir un droit de regard sur l'investissement (tant étranger que national) et la nouvelle loi (Loi 22/99) leur a délégué cette compétence pour les projets autres que ceux concernant les hydrocarbures, mais il semble qu'en vertu d'un décret présidentiel l'approbation relève toujours du gouvernement central. Néanmoins, il semble que les provinces aient plus de pouvoir dans ce domaine, essentiellement par l'intermédiaire des conseils provinciaux du DKPM dont l'autonomie a été accrue. Quoi qu'il en soit, le régime en vigueur, et notamment les perspectives de transfert de compétences du gouvernement central aux collectivités territoriales et de modification des règles et procédures régissant l'investissement, ne sont pas très clairs et il se pourrait qu'en conséquence les processus d'autorisation des investissements diffèrent selon les régions. En outre, la délégation de compétences fiscales pourrait permettre aux gouvernements des provinces ou aux collectivités locales de percevoir des impôts sur les investisseurs (en particulier les investisseurs étrangers); cela est une autre source d'incertitude pour les investisseurs, en particulier dans des

---

<sup>45</sup> Décret présidentiel n° 96/2000.

<sup>46</sup> Règlement PP n° 20/1994, JO n° 83/2001.

<sup>47</sup> Règlement gouvernemental n° 20/1994 et Décret du Ministère de l'investissement n° 15/1994.

<sup>48</sup> Décret présidentiel n° 99/98 sur les petites entreprises tel que modifié par le Décret présidentiel n° 127/2001 (publié le 14 décembre 2001).



secteurs comme celui des industries extractives, dans lesquels la rentabilisation des investissements demande beaucoup de temps et pour lesquels il est le plus nécessaire d'avoir un régime de l'investissement et une fiscalité prévisibles. On craint aussi que la décentralisation de l'approbation des projets d'investissement n'ouvre la voie à une aggravation de la corruption.<sup>49</sup>

**Tableau II.3**  
**Liste négative d'investissements (en 2000)**

N°	Activité
<b>I.</b>	<b>INTERDICTION TOTALE DES INVESTISSEMENTS (NATIONAUX ET ÉTRANGERS)</b>
	<b>Agriculture</b>
1.	Culture et transformation de cannabis et produits assimilés
	<b>Exploitation des mers et pêche</b>
2.	Ramassage et utilisation d'éponges
	<b>Industrie et commerce</b>
3.	Production de substances chimiques nocives pour l'environnement (penta-chlorophénol, dichloro-diphényl trichloro-éthane (DDT), dieldrine, chlordane, tétrachlorure de carbone, chloro-fluoro-carbone (CFC), méthyl bromure, chloroforme de méthyle, halon, etc.
4.	Production de substances chimiques reprises sur l'annexe 1 de la Convention sur les armes chimiques (sarin, soman, tabun, gaz moutarde, lévisite, ricine, saxitoxine)
5.	Armes et équipements connexes
6.	Cyclamate et saccharine
7.	Boissons alcooliques (alcools forts, vin et bière)
8.	Casino et jeux d'argent
	<b>Communications</b>
9.	Fourniture de systèmes de gestion du trafic aérien, certification des navires et inspection pour le classement
10.	Gestion et exploitation du spectre des radiofréquences et de stations de surveillance des orbites satellitaires
	<b>Industries extractives et énergie</b>
11.	Extraction de minéraux radioactifs
<b>II.</b>	<b>INTERDICTION DE TOUT INVESTISSEMENT ÉTRANGER (ACTIVITÉS INTERDITES AUX INVESTISSEURS PARTIELLEMENT OU TOTALEMENT DÉTENUS PAR DES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES ÉTRANGÈRES)</b>
	<b>Sylviculture et plantations</b>
12.	Culture de matériel génétique
13.	Concession d'exploitation de forêts naturelles
14.	Bûcheronnage
	<b>Communications</b>
15.	Services de transport par taxi ou de bus
16.	Transport par petits bateaux
	<b>Commerce</b>
17.	Services de négoce et services d'appui, à l'exception de la vente au détail à grande échelle (centres commerciaux, supermarchés, grands magasins), du commerce de gros (distributeurs/grossistes, exportateurs et importateurs), de la fourniture de services d'exposition et de congrès, de la fourniture de services de certification de la qualité, de la fourniture de services d'études de marché, de la fourniture de services d'entreposage en dehors des ports maritimes et de la fourniture de services après-vente
	<b>Information</b>
18.	Radiodiffusion et télédiffusion, fourniture de services, fourniture de services de radiodiffusion et de télédiffusion en circuit fermé et presse audiovisuelle et écrite.
19.	Production de films cinématographiques (production, services techniques, exportation et importation, distribution de films et exploitation de cinémas)
<b>III.</b>	<b>ACTIVITÉS OUVERTES À L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER DANS LE CADRE D'UNE COENTREPRISE AVEC DES INVESTISSEURS NATIONAUX</b>
20.	Construction et exploitation de ports maritimes
21.	Production, transport et distribution d'électricité
22.	Transport maritime
23.	Traitement de l'eau et distribution d'eau potable à usage public

<sup>49</sup> Banque mondiale (2003), page 21.

N°	Activité
24.	Services médicaux, y compris la construction et l'exploitation d'hôpitaux, les consultations de contrôle médical, les services de laboratoire clinique, les services de psychiatrie et de psychothérapie, les services de santé publique, la location d'équipement médical, les services d'assistance médicale et d'évacuation d'urgence, les services de gestion hospitalière et les services d'essai, d'entretien et de réparation d'équipements médicaux
25.	Télécommunications
26.	Transport aérien commercial régulier ou à la demande
<b>IV. ACTIVITÉS OUVERTES À L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER SOUS CERTAINES CONDITIONS</b>	
<b>Exploitation des mers et pêche</b>	
27.	Élevage de poissons d'eau douce: a) ouvert à l'investissement étranger pour les tortues d'eau douce, les espèces nila gift, sidat, kodok lembu, les crevettes géantes d'eau douce et l'espèce tilapia; b) en coopération avec des petites entreprises
28.	Pêche aux démersaux (pêche au gros, pêche aux poissons en banc et autres poissons de haute mer, sauf dans les zones ZEEI du détroit de Malacca et de la mer d'Arafura)
<b>Industrie</b>	
29.	Production de pâte: a) matières premières provenant de plaquettes importées ou de la quarantaine de matières premières fournies par des exploitations de bois industriel; b) autres que par sulfonation et/ou chloration. (C 12)
30.	Fabrication de pâte à partir de fibres de cellulose ou autres matières, sauf par sulfonation et/ou chloration (C 12)
31.	Chloro alkali, sauf obtenu à l'aide de mercure
32.	Produits finis et demi-produits en bois de mangrove (matières premières provenant de la culture de mangrove)
33.	Impression de billets de banque – licences d'exploitation de BOTASUPAL-BAKIN et autorisation de la Banque d'Indonésie exigées
34.	Travaux d'impression spéciaux – timbres-poste, timbres fiscaux, titres négociables de la Banque d'Indonésie, passeports et imprimés postaux timbrés; licences d'exploitation de BOTASUPAL-BAKIN exigées
35.	Transformation du lait (production de lait en poudre et de lait condensé sucré) (uniquement la transformation et non le reconditionnement)
36.	Production de contreplaqués et de bois de placage déroulés (uniquement dans la province d'Irian Jaya (Papua))
37.	Sciages a) uniquement dans la province d'Irian Jaya (Papua) ou b) en dehors de cette province uniquement à partir de grumes de forêt de plantation
38.	Production d'alcool éthylique destiné uniquement à servir de matière première ou de matière annexe pour d'autres industries
39.	Matières premières pour explosifs (nitrate d'ammonium) – uniquement en coopération avec les entreprises sécurisées et agréées par le Ministère de la défense
40.	Explosifs et composants d'explosifs à usage industriel a) uniquement en coopération avec des entreprises agréées par le Ministère de la défense, b) uniquement fabrication; l'entreposage et la distribution sont assurés par des entreprises désignées par le gouvernement
41.	Planification et supervision de travaux électriques, ouverts à l'investissement étranger, pour a) les centrales hydroélectriques d'une puissance installée supérieure à 50MW, b) les centrales thermiques d'une puissance installée supérieure à 55MW, c) les centrales géothermiques d'une puissance installée supérieure à 55MW et d) les stations de relais principales et les réseaux de transport haute tension (plus de 500 KV).
42.	Construction d'équipements électriques, entretien, services d'installation, mise au point de technologies d'appui pour la fourniture d'électricité et essai des installations électriques – ouvert à l'investissement étranger à condition que les stations de relais principales et les réseaux de transport opèrent à plus de 500 KV.
43.	Services de forage pour l'exploitation de pétrole et de gaz naturel – ouvert à l'investissement étranger uniquement a) pour les forages offshore, b) en particulier en dehors de la région est de l'Indonésie en coopération avec des partenaires nationaux de la branche.
44.	Centrales électriques en dehors de Java, Bali et Madura
<b>Commerce</b>	
45.	Restauration – ouvert à l'investissement étranger dans les zones touristiques ou dans le cas des restaurants intégrés dans des hôtels.
46.	Jeux d'argent – ouvert à l'investissement étranger dans les zones touristiques et dans les hôtels.

Source: BKPM, sur la base du Décret présidentiel n° 96/2000, JO n° 118/2000.

45. Aucune obligation d'achat d'intrants d'origine nationale ou d'exportation d'une partie de la production n'est imposée aux investisseurs étrangers. Les investisseurs étrangers sont censés former des nationaux. En général, les entreprises à capitaux étrangers ne peuvent embaucher des étrangers que pour les postes que le gouvernement considère comme devant être accessibles à des non-nationaux. Les employeurs doivent mettre en place des programmes de formation dans le but de remplacer les travailleurs étrangers par des Indonésiens.

46. L'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI) de la Banque mondiale a recommencé à offrir une couverture contre le risque politique aux investisseurs étrangers en Indonésie depuis février 2001. Cette décision a été prise suite au remboursement par l'État indonésien d'une créance de l'AMGI de 15 millions de dollars EU, montant qui avait été versé en 2001 à Enron Java Power Company (Enron) à titre d'indemnité pour l'annulation d'un projet de centrale électrique en 1997. Par ailleurs, l'Indonésie est membre du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) et de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). Les investisseurs peuvent aussi faire appel à l'Office indonésien d'arbitrage (BANI) pour le règlement des différends. L'Indonésie a conclu des accords de protection des investissements avec 52 pays et des traités de double imposition avec 50 pays.

a) Simplification des procédures d'investissement

47. Le BKPM est le principal organisme responsable de l'approbation des investissements, mais en général les investisseurs doivent aussi travailler avec d'autres administrations, comme celle du Ministère des finances, et de plus en plus avec les autorités provinciales et locales en raison de la décentralisation. Plusieurs mesures ont simplifié le processus d'approbation des investissements: réduction des justificatifs exigés, y compris pour l'obtention d'autorisations et de permis particuliers délivrés par les gouvernements régionaux. Le délai d'approbation des investissements a été considérablement réduit, puisqu'il n'est plus que de dix jours ouvrables en moyenne, contre plusieurs mois auparavant. Au terme du processus initial, l'investisseur peut obtenir une licence d'exploitation temporaire d'une durée pouvant aller jusqu'à trois ans (reconductible) afin de commencer à opérer. Toutefois, pour la production commerciale il faut obtenir une licence d'exploitation permanente du BKPM, ce qui peut prendre plusieurs mois.

b) Incitations

48. Les incitations à l'investissement sont accessibles à tous les investisseurs, y compris les investisseurs étrangers. Il s'agit notamment d'allègements des droits de douane et de la TVA sur les intrants et biens d'équipement importés et d'incitations additionnelles pour les investissements à vocation exportatrice ainsi que pour les investissements dans certaines régions (est du pays). Des incitations spéciales, telles que des exemptions de l'impôt sur les bénéfices, de la TVA et de la taxe sur les produits de luxe, peuvent être approuvées par le BKPM cas par cas.<sup>50</sup> Les critères d'octroi des moratoires fiscaux, qui peuvent durer jusqu'à huit ans, pour les nouveaux investisseurs dans les industries dites "pionnières" telles que production de biens d'équipement, transport maritime et aérien et agro-industrie, ont été précisés en 1999<sup>51</sup>; la plupart de ces mesures ont été supprimées dans le cadre du programme convenu avec le FMI en janvier 2000.

<sup>50</sup> U.S. Embassy Jakarta (2001a).

<sup>51</sup> Décision présidentielle n° 7, Critères d'évaluation pour les allègements fiscaux dans certaines industries.